



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TRADE/C/CEFACT/2008/17
23 juillet 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU COMMERCE

Centre pour la facilitation du commerce et
les transactions électroniques

Quatorzième session
Genève, 16 et 17 septembre 2008
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTIONS D'ORGANISATION

**Groupe de négociation sur la facilitation des échanges de
l'Organisation mondiale du commerce (OMC)**

Note du secrétariat*

**I. LA FACILITATION DU COMMERCE DANS LE PROGRAMME
DE TRAVAIL DE DOHA**

1. À la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour en 1996, les États membres de cette organisation sont convenus d'évaluer les possibilités de négociation à l'OMC sur quatre nouveaux sujets: le commerce et les investissements, la transparence des marchés publics, le commerce et la concurrence et la simplification des procédures commerciales, question également désignée par l'expression «facilitation des échanges». Cet ensemble de sujets a été appelé «questions de Singapour».

* Le présent document a été soumis tardivement faute de ressources.

2. Conformément au paragraphe 21 de la Déclaration de Singapour, le Conseil du commerce des marchandises a entrepris des travaux exploratoires sur plusieurs aspects de la facilitation des échanges comme les procédures et prescriptions concernant l'importation et l'exportation, le mouvement matériel des expéditions, les moyens électroniques de facilitation du commerce international, les instruments juridiques internationaux existants et les travaux entrepris par des organisations intergouvernementales. En conséquence, dans la Déclaration de Doha adoptée en novembre 2001, les membres de l'OMC ont chargé le Conseil du commerce des marchandises d'engager des négociations en vue d'examiner, et selon qu'il serait approprié, de clarifier et d'améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994 et d'identifier les besoins et les priorités des membres en matière de facilitation des échanges. Les articles VIII et X du GATT de 1994 contiennent des dispositions sur les redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation et sur la publication et l'application des règlements relatifs au commerce; l'article V du même accord traite de la liberté de transit.

3. Or, quelque temps après la réunion ministérielle de Doha en 2001, des divergences sur le contenu de l'ensemble du programme de travail de Doha ont mené les négociations au statu quo, et les membres de l'OMC n'ont pas réussi lors de la Conférence ministérielle de Cancún en 2003 à s'entendre sur l'achèvement de ce programme de travail. La réunion de Cancún a été marquée par des désaccords sur les questions agricoles, dont le coton, et sur les «questions de Singapour»¹. Ce n'est qu'en août 2004 que les membres de l'OMC sont parvenus à un consensus sur le Cycle de négociations de Doha, en adoptant, le 1^{er} août 2004, le texte de la «Décision du Conseil général sur le programme de travail de Doha», également appelé «Ensemble de résultats de juillet»².

4. Parmi les «questions de Singapour», seule la facilitation du commerce est restée au programme des négociations.

II. LE GROUPE DE NÉGOCIATION SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

5. L'annexe D³ de l'Ensemble de résultats de juillet précisait les modalités de négociations sur la facilitation des échanges, et chargeait le Conseil général de créer un groupe de négociation. Aux termes de l'annexe D, les négociations «viseront à clarifier et à améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994 en vue d'accélérer encore le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit». Elles viseront aussi «à accroître l'assistance technique et le soutien pour le renforcement des capacités dans ce domaine ... [et] à définir des dispositions pour une coopération effective entre les autorités douanières ou toute autre autorité appropriée sur les questions de facilitation des échanges et de respect des procédures douanières».

¹ http://www.wto.org/french/tratop_f/tradfa_f/tradfa_intro_f.htm.

² http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/draft_text_gc_dg_31july04_f.htm.

³ http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/draft_text_gc_dg_31july04_f.htm.

6. Ce texte fait clairement apparaître l'équilibre atteint par les États membres de l'OMC entre l'objectif d'établir de nouvelles règles uniformes dans le domaine de la facilitation des échanges et une juste reconnaissance des différences entre les pays sur les plans du développement et des capacités de mise en œuvre. L'annexe D énonce ainsi que les résultats des négociations «tiendront pleinement compte du principe du traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés» et que les pays en développement et les pays les moins avancés «ne seraient pas obligés d'entreprendre des investissements dans des projets d'infrastructures dépassant leurs moyens». L'importance de l'assistance technique et du renforcement des capacités au cours des négociations et concernant la mise en œuvre des nouveaux engagements est également soulignée dans l'annexe D, et les pays développés se sont engagés à assurer de manière adéquate un tel soutien et une telle assistance.

7. Le texte de l'annexe D invite également les organisations internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la CNUCED, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et la Banque mondiale (ci-après dénommées les organisations de l'annexe D), à entreprendre un effort de collaboration afin de rendre plus effectifs et plus opérationnels l'assistance technique et le renforcement des capacités et d'en assurer une meilleure cohérence.

III. LES NÉGOCIATIONS DANS LE CADRE DU GROUPE DE NÉGOCIATION SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

8. Le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges s'est réuni pour la première fois le 12 octobre 2004. Au cours d'une série de réunions formelles et informelles, les membres de l'OMC ont présenté des communications écrites sur la révision des articles V, VIII et X du GATT de 1994 et la création d'un mécanisme de mise en œuvre qui tienne pleinement compte des modalités prévues à l'annexe D. Des discussions ont également eu lieu sur la question de l'amélioration de l'assistance technique et du renforcement des capacités dans le domaine de la facilitation des échanges. Plus de 130 propositions ont été communiquées à ce jour et un travail a été mené au cours de l'année écoulée afin de les rassembler et de les transformer en propositions de textes qui puissent être utilisées dans le cadre d'un éventuel accord futur de l'OMC sur la facilitation des échanges. Ce travail de synthèse a abouti à un peu plus de 30 propositions de textes, recueillies dans la dernière version de la «Compilation des propositions de textes des Membres» établie par le secrétariat de l'OMC⁴, qui porte notamment sur les sujets suivants:

- a) Publication et notification des règlements relatifs au commerce, y compris la publication sur Internet, et l'établissement de points d'information nationaux;
- b) Intervalle entre la publication et l'entrée en vigueur;
- c) Consultation préalable;
- d) Décisions anticipées;

⁴ «Négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges – Compilation des propositions de textes des Membres» (document de l'OMC TN/TF/W/43/Rev.14, 12 mars 2008).

- e) Droit de faire appel;
- f) Paramètres spécifiques concernant les redevances et impositions, et publication, notification et réexamen périodique des redevances et impositions;
- g) Réexamen périodique, en vue de leur réduction, des formalités et des exigences en matière de documents requis;
- h) Guichet unique;
- i) Coordination entre les activités et les prescriptions de tous les organismes présents aux frontières;
- j) Envois accélérés;
- k) Traitement avant l'arrivée, contrôle après dédouanement, et séparation de la mainlevée du dédouanement;
- l) Gestion des risques et négociants agréés;
- m) Promotion des arrangements régionaux de transit;
- n) Régimes de transport sous douane et garanties douanières;
- o) Système international, régional ou national de garantie douanière.

9. Les discussions relatives au mécanisme de mise en œuvre sont axées sur des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) allant au-delà de l'octroi de périodes de transition, en reliant les engagements et les capacités de mise en œuvre des pays mais aussi l'acquisition de capacités de mise en œuvre avec l'assistance technique et le renforcement des capacités que cela suppose.

10. Dans le souci d'assurer pleinement la mise en œuvre du nouvel ensemble d'engagements négociés, les propositions actuelles sur les dispositions TSD indiquent que les pays en développement seraient autorisés à séparer les engagements en catégories distinctes, à savoir les mesures qui peuvent être appliquées immédiatement, les mesures qui nécessitent un délai supplémentaire pour être appliquées, et les mesures qui nécessitent tout à la fois plus de temps, une assistance technique et un renforcement des capacités. Il serait probablement demandé à chaque pays d'informer les autres pays membres de l'OMC des mesures particulières qui, de leur point de vue, relèvent de telle ou telle catégorie, et d'indiquer le délai supplémentaire et le degré d'assistance technique et de renforcement des capacités dont il aurait besoin. Cette obligation de notification conduirait les pays en développement à entreprendre une évaluation de leurs capacités de mise en œuvre compte tenu des nouvelles règles, dans un délai donné à la signature de l'accord, et en bénéficiant, s'ils le demandent, d'une assistance technique.

IV. ÉVALUATION DES BESOINS

11. En l'état actuel des négociations, les pays en développement membres souhaitent avoir une meilleure compréhension des incidences possibles des nouvelles règles proposées avant toute signature d'un éventuel accord futur. Afin d'aider les pays à évaluer leur situation actuelle au regard des propositions, la Banque mondiale a élaboré une méthode d'auto-évaluation qui a été encore affinée par le secrétariat de l'OMC et les autres organisations de l'annexe D. Elle leur permet de comparer leur cadre juridique et institutionnel et leurs pratiques aux exigences des propositions, et d'identifier les lacunes existantes et les moyens d'y remédier (en termes d'assistance technique et de renforcement des capacités, notamment).

12. Le secrétariat de l'OMC a engagé un programme important afin d'aider les membres à utiliser la méthode, au moyen d'ateliers d'auto-évaluation nationaux. La CNUCED, conjointement avec les autres organisations de l'annexe D, met à disposition des facilitateurs pour aider à mener ces ateliers.

13. La CNUCED complète cette activité en proposant des ateliers et des séminaires intensifs pour aider les pays en développement et les pays les moins avancés à se préparer aux ateliers d'auto-évaluation et à en tirer le meilleur parti. Cette démarche part de la conviction que les évaluations des besoins ont non seulement un impact bénéfique sur la participation aux négociations, mais peuvent aussi être le point de départ d'évaluations plus détaillées qui deviendront nécessaires au moment de la signature du futur accord en vue de la notification des dispositions TSD. La réaction des pays bénéficiaires de l'assistance préparatoire de la CNUCED a été très positive et celle-ci devra rester un élément central de l'aide fournie par la CNUCED aux pays en développement et aux pays les moins avancés dans le cadre des négociations actuelles sur la facilitation des échanges à l'OMC.
